



**L'adoption, par le Sénat, de la proposition de loi visant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale suscite de vives réactions du gouvernement**

Le Sénat a adopté vendredi en première lecture une proposition de loi déposée par M. Jean-Pierre SUEUR, sénateur (PS) du Loiret, président de la commission des Lois de la Haute Assemblée, visant à "préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale".

La proposition a été adoptée assez largement, avec 187 voix contre 141. En effet, la totalité du groupe PS-EELV, 19 des membres du groupe CRC (2 élus communistes n'ont pas pris part au vote), et 16 des 17 membres du RDSE (M. Gilbert BARBIER, seul radical valoisien à appartenir au RDSE, a voté contre) ont voté pour la proposition. En outre, 12 membres du groupe UCR l'ont également soutenue, parmi lesquels MM. Jean ARTHUIS (Mayenne), Jean-Léonce DUPONT (Calvados), Mmes Françoise FERAT (Marne), Nathalie GOULET (Orne), Jacqueline GOUARULT (Loir-et-Cher), ou encore MM. Pierre JARLIER (Cantal) et Jean-Marie VANLERENBERGHE (Pas-de-Calais).

Seuls quatre sénateurs UCR ont voté contre : MM. Jean-Jacques LASSERRE (MoDem, Pyrénées-Atlantiques), Hervé MARSEILLE (NC, Hauts-de-Seine), Jean-Jacques PIGNARD, (NC Rhône), et Yves POZZO DI BORGO (NC, Paris). Onze sénateurs UCR ont choisi l'abstention, parmi lesquels l'ancien ministre Valérie LETARD (Nord), et M. François ZOCCHETTO (Mayenne), président du groupe.

La quasi-totalité du groupe UMP a voté contre (130 sur 132), Mme Sophie JOISSAINS (Rad, Bouches-du-Rhône) votant pour, et M. Alain FOUCHE (Vienne) choisissant l'abstention.

La proposition de loi repousse le délai d'achèvement du processus de regroupement au 31 décembre 2013. Dans la loi votée en 2010, des schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI), élaborés sous la houlette des préfets, doivent être adoptés par les CDCI au 31 décembre 2011. Outre l'objet initial de cette proposition de loi, la commission des Lois (cf. CE du 27 octobre) avait étendu les prérogatives de la commission départementale de coopération intercommunale-CDCI, et maintenu l'objectif de l'achèvement effectif de la carte intercommunale avant la fin de l'année 2013. Elle avait revu le processus d'adoption du schéma départemental de la coopération intercommunale-SDCI en assouplissant ses orientations pour mieux tenir compte des spécificités locales : d'une part, en transférant du préfet au CDCI la faculté d'abaisser le seuil démographique de 5000 habitants prévu pour la constitution d'EPCI à fiscalité propre, d'autre part en subordonnant la suppression de syndicats ou la modification de leur périmètre à la reprise de leurs compétences par un EPCI à fiscalité propre. Le texte préserve également les syndicats intercommunaux déjà existants, notamment scolaires et proroge le mandat des élus intercommunaux.



Le ministre chargé des Collectivités territoriales, M. Philippe RICHERT, a vivement critiqué l'adoption de cette proposition de loi, qui "consiste à détricoter la loi de réforme des collectivités territoriales, alors que cette réforme est attendue par nos concitoyens, qu'elle est essentielle pour nos territoires, qu'elle est demandée par de nombreux élus de droite comme de gauche". "De nombreux départements, sans doute plus de la moitié, sont en mesure d'achever la procédure avant la fin de l'année", a estimé le ministre. "Cette PPL réduit à néant un travail déjà bien avancé sur le terrain alors que nous avons promis des ajustements pour les départements qui risquent de ne pas être prêts au 31 décembre", a-t-il ajouté. "Il y avait pourtant dans ce texte des éléments sur lesquels nous pouvions travailler en commun", a-t-il aussi regretté, reprochant à la nouvelle majorité sénatoriale de "gâcher l'occasion d'aboutir à un texte consensuel", alors que l'achèvement de l'intercommunalité est souhaité par toutes les associations d'élus. Le gouvernement a également critiqué la nouvelle majorité de gauche pour avoir utilisé une "niche" (séance d'initiative parlementaire) limitée à 4 heures pour présenter un texte qui a nécessité plus de 12 heures de débat (cf. CE du 4 novembre).

Le président de l'Association des maires de France-AMD, M. Jacques PELISSARD (UMP), a pour sa part déposé une proposition de loi devant l'Assemblée nationale reculant au 31 mars 2012 l'adoption des SDCl. Il demande également la création de syndicats pour les compétences scolaires et sociales. Il sollicite aussi de différer l'application des dispositifs limitant les effectifs des nouveaux conseils communautaires à compter des prochaines élections municipales.

Le Premier ministre, M. François FILLON, a indirectement répondu au vote du Sénat, en s'adressant aux maires de Haute-Savoie, le 5 novembre. "Sur le renforcement de l'intercommunalité, et sur la méthode choisie, je veux rappeler que l'objectif est double. D'abord, nous voulons couvrir intégralement le territoire national par des Etablissements publics de Coopération intercommunale – il s'agissait, au fond, de combler les vides, de ne pas laisser des petits morceaux du territoire complètement à l'écart de ce mouvement. Et d'autre part, nous voulons avoir à la fin du processus des Etablissements publics de Coopération intercommunale dont la taille permette une véritable mise en commun des moyens, et un meilleur service rendu par les communes à nos concitoyens".

Le chef du gouvernement a poursuivi : "Concernant maintenant le calendrier, l'idée d'origine – qui d'ailleurs, je voudrais le rappeler une nouvelle fois, a été imposée au gouvernement par le Parlement –, c'était d'avoir achevé l'élaboration du schéma départemental de coopération intercommunale avant la fin de cette année. Nombreux sont les élus qui m'ont demandé plus de temps pour se concerter, plus de temps pour étudier différentes options". M. François FILLON, en octobre dernier, avait confirmé le report de la mise en place des intercommunalités. "Dans les départements où une large majorité des élus concernés se prononce en faveur du projet, la procédure doit être conduite à son terme. Les préfets, d'ailleurs, ont reçu des instructions en ce sens. Mais lorsque ça n'est pas le cas, j'ai souhaité leur accorder le temps nécessaire pour poursuivre le dialogue, et pour faire émerger un accord sur le projet" a déclaré le Premier ministre en Haute-Savoie. "Si un délai supplémentaire est nécessaire, c'est pour faire aboutir des projets, et c'est pour faire émerger des alternatives" a poursuivi le chef du gouvernement. "Dans ce but, les Commissions départementales de coopération intercommunales seront à nouveau consultées par le préfet, sur les évolutions du projet de schéma qui interviendraient au-delà du 31 décembre prochain. C'est d'ailleurs ce que je viens d'écrire au Président de l'Association des maires, au Président PELISSARD. Cela signifie qu'à ce stade il n'est pas nécessaire de modifier la loi pour prendre le temps de discussions approfondies" a en outre indiqué M. FILLON.



Alors que le président du Sénat, M. Jean-Pierre BEL (PS), avait demandé un "moratoire" à la réforme des collectivités locales, le Premier ministre a répondu par la négative. En outre, alors que le Sénat doit examiner, le 15 novembre, une proposition de loi supprimant le conseiller territorial, M. FILLON a de nouveau justifié sa création.

### **Les collectivités auront accès au Fonds de 3 milliards d'euros à partir de demain**

Le Premier ministre a longuement évoqué la question des finances locales en Haute-Savoie. "Au plan national, ce sont les finances des départements qui ont le plus souffert de la crise, parce que leur compétence sociale est une compétence cruciale." a-t-il déclaré, avant de poursuivre : "le gouvernement a été sensible aussi à la question des emprunts dits toxiques (...), pour que ces produits ne réapparaissent pas sous de nouvelles formes, nous avons mis au point une charte avec les banques ; et pour faciliter la renégociation de ces emprunts avec les banques, nous avons confié une médiation à un inspecteur général des Finances".

M. François FILLON est revenu sur la mobilisation de 3 milliards d'euros, issus du Fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts, destinés à compenser le manque de financement offert par les banques aux collectivités (cf. CE du 10 octobre). "Ce dispositif est maintenant en place" a-t-il déclaré, poursuivant : "L'adjudication aux banques (...) s'est déroulée (le 5 novembre) dans de très bonnes conditions, et les enveloppes seront disponibles pour les collectivités locales et pour les établissements hospitaliers dès mardi prochain, le 8 novembre, soit auprès des banques, soit auprès des directions régionales de la Caisse des Dépôts". En outre, "s'agissant des modalités de ces prêts, (...) cette enveloppe pourra permettre de financer, au-delà des opérations d'investissement inscrites au budget 2011, des opérations relevant des budgets pour 2012, dans la limite de 20 % du montant total". En outre, "quatre types de prêts à taux fixe et à taux variable seront offerts, afin de donner un maximum de flexibilité aux collectivités locales dans la gestion de leur emprunt ; et le taux fixe pour des prêts à 15 ans sera d'environ 4,5 %".

Le chef du gouvernement a en outre annoncé que "la Caisse des Dépôts et les établissements partenaires dressent un état précis de la situation du financement des collectivités locales au 30 novembre, afin que nous puissions disposer d'un diagnostic fiable permettant, le cas échéant, de majorer l'enveloppe initialement prévue".

Evocant l'évolution du "paysage des finances locales", notamment en raison des difficultés de Dexia, le Premier ministre a confirmé la création, au début de l'année prochaine d'un "pôle public de financement des territoires autour de la Banque Postale et de la Caisse des Dépôts" (cf. CE du 21 octobre). Ainsi, "il y aura désormais un établissement public, comme il y en avait autrefois (la CACL, NDLR) qui sera spécifiquement dédié au financement des collectivités locales, et qui pourra donc prêter aux collectivités locales en-dehors des contraintes qui sont celles qui pèsent sur les banques commerciales. Nous voulons en effet, à travers cet établissement, que vous ayez accès à une offre de financement qui soit à la fois simple, et qui soit surtout transparente ; et nous voulons que cette offre constitue une référence de bonnes pratiques sur le marché, pour les banques commerciales qui pourraient continuer à prêter aux collectivités locales".

Le Premier ministre a, implicitement, écarté l'hypothèse de création d'une agence financière spécifique aux collectivités locales, souhaitée notamment par le président de l'AMF, M. Jacques PELISSARD. M. PELISSARD, avait jugé, en octobre dernier, que la décision de débloquer 3 milliards d'euros était "une solution nécessaire", mais à court terme", qui ne "règle pas la pérennité du financement des collectivités locales". "Elle laisse la place à la création d'une future agence du financement des collectivités locales aux côtés du secteur bancaire, public et privé" avait-il déclaré.